



Togo-Djibouti

Deux pays, deux dirigeants et une vision pour le développement

La présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan, a pris part samedi dernier à Djibouti à la cérémonie d'investiture du président réélu, Ismaël Omar Guelleh. La cheffe de la représentation nationale y était au nom du président de la République Faure Gnassingbé. Et, un coup d'œil jeté ...



PAGE 3

ECONOMIE



Recettes fiscales

Elles s'établissent à 626,2 milliards FCFA en 2019

Au Togo, les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 21,29%. Cette hausse provient en partie du Projet d'appui à la gouvernance fiscale (PAGFI). D'après les chiffres avancés par le site Togo First, les recettes fiscales se chiffrent à 626,2 milliards en 2019.

PAGE 5

REPORTAGE



Consommation des substances psychoactives

L'ONG Rapaa oriente les parents

La Journée internationale de la famille a été célébrée samedi 15 mai. Dans le cadre de cette journée, l'ONG Recherche action prévention accompagnement des additions (Rapaa) a organisé une conférence-débat sur le thème : « consommation de substances psychoactives: rôles et responsabilités des familles dans la prévention et l'accompagnement des jeunes » ...

PAGE 11

D1 Togo / 9e journée

OTR et ASCK costauds, Sara et Binah les trouble-fêtes

Les 08 et 09 mai 2021, le sifflet de la neuvième journée du championnat togolais de la deuxième division a retenti. Au sortir ...

PAGE 10



Visite de Faure Gnassingbé à Paris

Le FMI promet une assistance de 240 millions de dollars au Togo

La visite du chef de l'Etat à Paris dans le cadre du sommet sur les économies africaines porte déjà ses fruits. Dimanche 16 mai, au cours d'une audience entre Faure Gnassingbé et la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), le Togo a bénéficié d'un appui de ce Fonds pour lutter contre les effets de la pandémie du coronavirus sur son économie.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Déclaration des biens: le Togo déterminé à faire de la bonne gouvernance une marque

Un saut en arrière nous permet de constater que le Conseil des ministres du mercredi dernier a délibéré d'un sujet pertinent. Il s'agit de la déclaration des biens des hautes personnalités et autres fonctionnaires de la République. Beaucoup s'attendaient à ce que la loi qui avait été votée en ce sens entre immédiatement en vigueur. Mais, il paraît qu'il y a encore des points à clarifier. Le Conseil avait examiné le projet de loi modificatif de la loi organique n° 2020-003 du 24 janvier 2020 fixant les conditions de déclaration de biens et avoirs des hautes personnalités. Le ministre en charge des Relations avec les institutions de la République expliquait la semaine dernière qu'il fallait déterminer les conditions dans lesquelles la déclaration des biens devait se faire.

Devant quelle autorité le médiateur de la République, compétent pour recevoir la déclaration des biens des autres institutions, devait-il faire sa propre déclaration des biens ? En effet, le médiateur de la République doit lui aussi se voir appliquer les modalités de cette nouvelle loi ...

PAGE 3

Dossier / Coopération

Le Togo et l'Union européenne, cet arbre porteur de fruits d'un développement multisectoriel

Il y a près de 60 années, l'Union européenne (UE) et le Togo scellaient un partenariat. Les deux parties ont consenti des efforts pour arroser ce lien et aujourd'hui, c'est un arbre ...



PAGES 6&7



SOMMAIRE

Côte d'Ivoire / Primateure
Le PM Patrick Achi est revenu sain et sauf

P 4

Spectacle de Théâtre/ «Il pleut des humains sur nos pavés»
Katanga, ce «pays» à part entière qui a son propre «soleil»

P 9

Environnement
Des journalistes togolais conviés à accentuer la communication sur les changements climatiques

P 11

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Mme Abalo Marie Akouvi raconte comment elle vit bien grâce au coup de pouce du FNFI

Abalo Marie Akouvi, bénéficiaire du Produit d'Accompagnement Spécial (PAS APSEF), d'un montant de 100 000 FCFA obtenu auprès de COOPEC ILEMA, un Prestataire de Services Financiers partenaire du FNFI dans la région des plateaux partage dans ce numéro de TogoMatin, comment il a gagné le pari de son devenir grâce à la politique d'inclusion financière mise en place par le chef de l'Etat.

Madame Abalo Marie Akouvi est insérée dans le paysage financier du FNFI depuis des années. Successivement, elle obtient avec succès tous les 4 cycles du crédit APSEF qui lui permettent de démarrer sa petite activité génératrice de revenus, vente de bonbons, de biscuits...Un début de commerce qui a permis à notre cinquantenaire de se lancer des défis qu'elle a su bien relever au fil du temps. «Les différents cycles du crédit APSEF que j'ai reçu m'ont permis de démarrer comme vous le voyez une petite activité qui au début n'était pas facile. Mais j'y ai cru et je me suis entièrement donnée corps et âme pour pouvoir réussir. Après ces 4 crédits, je voulais mieux faire, passer à échelle mon activité. J'avais certes des petites économies mais il m'en fallait davantage pour pouvoir réaliser le

kiosque dont je rêvais. Et je me suis rappelé qu'il nous avait été parlé d'un Produit d'Accompagnement Spécial pour les bénéficiaires fin de cycle du crédit APSEF qui remboursent très bien leurs crédits. Alors je me suis davantage informée sur les opportunités que j'avais de pouvoir obtenir le PAS APSEF pour me permettre de passer à la concrétisation de mon projet. J'étais très heureuse et soulagée de savoir que j'étais parfaitement éligibles au PAS, étant donné que j'étais à jour vis-à-vis des remboursements de mes crédits antérieures. Je me suis rapidement pliée aux exigences requises et je me suis vu octroyer dans les semaines qui ont suivi un crédit de 100 000 FCFA. »

Le crédit obtenu, notre interlocutrice peut maintenant passer à la concrétisation de son rêve, celui de devenir une grande



Madame ABALO Marie Akouvi

commerçante dans sa région.

« Le PAS APSEF m'a donc permis de mettre en place ce petit hangar que vous voyez. Dans ce hangar, comme vous le voyez, je vends des petites bricoles, notamment des ballons,

des jouets pour enfants, des boîtes de spaghetti, des épices...Je suis très heureuse actuellement, car j'exerce une activité que j'ai toujours rêver d'exercer. Chaque jour qui passe, c'est avec satisfaction que je me lève pour vaquer à mes

occupations la tête haute. Je dégage des revenus qui me permettent de vivre décemment et de prendre soin de ma famille. C'est aussi ça la valeur ajoutée d'une activité qui épanouit et qui nous autonomise »

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... Ensuite, il faudrait sans doute penser à décentraliser les services du médiateur afin de faciliter la tâche aux fonctionnaires de l'intérieur du pays. Il y a des observateurs qui pensent qu'il va falloir rendre publiques les informations

concernant les biens de ces personnalités. Cela sera-t-il possible ? C'est une question à laquelle l'on aura certainement une réponse très prochainement.

Comme d'habitude, toute loi est perfectible et

lorsque l'on a la possibilité de procéder à des améliorations, il ne faut pas se retenir de le faire. Ainsi, les générations futures n'auront pas trop de difficultés dans son application. Le vote de cette loi organique est une promesse du président

de la République, Faure Gnassingbé. Petit à petit, cette manière de gérer les affaires publiques devrait rentrer dans les habitudes. Le gouvernement veut ainsi prouver sa volonté d'apporter plus de transparence dans la gouvernance.

En effet, ce projet de loi vise à promouvoir la bonne gouvernance et à lutter contre les conflits d'intérêts. Incontestablement, le Togo est déterminé à faire de la bonne gouvernance une marque.

La rédaction

Togo-Djibouti

Deux pays, deux dirigeants et une vision pour le développement

La présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan, a pris part samedi dernier à Djibouti à la cérémonie d'investiture du président réélu, Ismaël Omar Guelleh. La cheffe de la représentation nationale y était au nom du président de la République Faure Gnassingbé. Et, un coup d'œil jeté sur le processus de développement enclenché à Djibouti et celui qui est piloté à Lomé, permet de se rendre compte que les dirigeants des deux pays partagent la même vision. Le discours prononcé par le nouvel élu djiboutien à l'occasion de cette investiture le prouve à suffisance.



Yawa Djigbodi Tsègan, prenant part à la cérémonie

Comme le font les dirigeants togolais, le président djiboutien ne veut pas laisser la place à l'insécurité de s'installer dans son pays. Même s'il reconnaît qu'en la matière, rien n'est définitivement acquis, il déclare : « l'histoire nous a appris que la paix, la stabilité, l'unité, sont un préalable, une condition sine qua non

pour toute politique de développement économique, sociale, à long terme ». Le président djiboutien relève certains défis auxquels les pays doivent faire face aujourd'hui, et qui constituent en même temps des opportunités à explorer pour un développement durable et résilient. Parmi eux, il y a le changement climatique,

l'obligation d'aller vers la digitalisation, la pression démographique. En vingt ans, Djibouti s'est imposé comme un hub logistique et portuaire de niveau international. De la même façon le Togo qui dispose de l'unique port en eau profonde de l'Afrique de l'ouest, a réalisé d'importants investissements ces dernières années, pour en faire une

destination incontournable dans la sous-région.

Comme le gouvernement togolais a décidé de le faire dans le cadre du Plan national du développement (PND) et de la vision présidentielle Togo 2025, Djibouti veut investir dans les services, les communications, les technologies digitales, dans l'industrie, promouvoir la transformation locale des matières premières et continuer par attirer des investisseurs étrangers. Au Togo, l'exemple palpable à ce jour est la Plateforme industrielle d'Adécopé (PIA). Toutes ces initiatives permettront assurément aux deux pays d'augmenter les revenus par habitant, investir dans le capital humain, dans les secteurs sociaux comme la santé, l'éducation, la formation, l'eau, l'accès à l'électricité. L'objectif est aussi d'aboutir à une économie inclusive avec un rééquilibrage des territoires, un partage plus efficace des richesses, comme le prévoit l'axe 3 du PND du Togo. Mais tout cela ne pourra être

effectif qu'en collaborant. Les pays africains doivent se mettre ensemble pour être plus forts afin de devenir plus compétitifs face à la dynamique de mondialisation impitoyable imposée par les pays industrialisés. Ismaël Omar Guelleh croit fort au rapprochement des peuples et des économies. « L'Afrique sera puissante si elle est unie, elle sera riche si nous sommes ensemble, si nos pays coopèrent pour se compléter et poursuivre notre vision commune d'avoir des Etats forts et efficaces », a-t-il poursuivi.

Il fait ainsi penser à certains précurseurs du panafricanisme et à un dirigeant comme feu Mouammar Kadhafi, ancien guide de la révolution libyenne. Le président de la République de Djibouti, à l'instar de son homologue togolais Faure Gnassingbé, tient beaucoup à la réussite de la Zone de libre-échange continentale (Zlecaf), un marché de plus d'un milliard d'habitants.

Edem Dadzie

Visite de Faure Gnassingbé à Paris

Le FMI promet une assistance de 240 millions de dollars au Togo

La visite du chef de l'Etat à Paris dans le cadre du sommet sur les économies africaines porte déjà ses fruits. Dimanche 16 mai, au cours d'une audience entre Faure Gnassingbé et la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), le Togo a bénéficié d'un appui de ce Fonds pour lutter contre les effets de la pandémie du coronavirus sur son économie.

Les échanges du président de la République avec Mme Kristalina Georgieva ont porté essentiellement sur la crise sanitaire liée au coronavirus, et l'appui de l'institution de Breton Wood au Togo.

Selon la présidence de la République togolaise, la directrice générale du FMI a vivement apprécié les efforts du gouvernement togolais dans la gestion de la pandémie et les mesures innovantes adoptées pour

renforcer la résilience des populations.

« Le Togo s'est montré efficace dans la gestion de la crise. Nous avons discuté des efforts tangibles fournis par le gouvernement en apportant de l'aide aux populations, à travers des innovations opérées dans l'utilisation des nouvelles technologies dans le recadrage. Nous avons également évoqué notre soutien financier significatif pour la République togolaise au cours de cette crise et



séance de travail entre la délégation togolaise et celle du FMI

surtout pour le retour à la normale », a indiqué la directrice générale du FMI. Au sujet du sommet de Paris, le chef de l'Etat et la directrice générale du Fonds monétaire international ont évoqué les différents

enjeux de la rencontre. Il s'agit notamment de l'appel à l'action pour le renforcement de la résilience des pays africains à travers le soutien des partenaires au secteur privé. Le FMI s'est d'ores et déjà engagé à soutenir le

Togo.

« Nous venons en aide à nos membres avec un soutien impressionnant de 650 milliards de dollars. Dans le cadre du Togo, cela se traduit en une entrée de 240 millions de dollars dans les réserves pouvant aider le pays à s'en sortir », a ajouté Mme Kristalina Georgieva.

Le président de la République a exprimé à la directrice générale du Fonds sa reconnaissance pour l'appui que son institution ne cesse d'apporter au Togo.

Les investissements du Fonds monétaire international au Togo, ont été portés à la hausse ces trois dernières années.

La rédaction

Tchad / Transition

L'Union africaine souhaite accompagner la transition au Tchad

La clémence l'emporte au sein de l'Union africaine vis-à-vis du Tchad. Pas de sanctions, à ce stade, contre la junte qui a pris le pouvoir depuis la mort d'Idriss Déby, mais un accompagnement de la transition à Ndjamena, selon les informations obtenues par RFI auprès du Conseil de paix et de sécurité (CPS). L'instance panafricaine réunie, depuis vendredi 14 mai, pour statuer sur le sort du pays sahélien, devrait donner plus de précisions d'ici lundi 17 mai.

«Le CPS a décidé d'accompagner le processus de transition à Ndjamena», nous apprend une source au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

Le communiqué officiel doit être publié dimanche 16 mai, selon la même source et il imposera peut-être des conditions

particulières, comme un calendrier pour l'organisation d'élection ou encore la présence d'un président civil. Mais d'ores et déjà, cela signifie que le Tchad n'est pas suspendu des instances de l'UA, malgré l'instauration d'un pouvoir militaire à Ndjamena par le fils Déby, il y a trois semaines, et



Les chefs d'Etat de l'UA

malgré la répression des manifestants tchadiens qui réclamaient un pouvoir civil et inclusif. Cette indulgence de l'UA envers les nouvelles

autorités tchadiennes tranche avec les sanctions qu'avaient prises l'organisation régionale contre le Mali, il y a moins d'un an, après la prise du

pouvoir par une junte à Bamako. Mais le Tchad a une position centrale dans le dispositif de lutte contre le terrorisme dans le Sahel.

C'est ce qui explique que parmi les 15 pays africains membres du CPS, la plupart des États de la Cedeao ne voulaient pas sanctionner les autorités de Ndjamena, pas plus que le Cameroun. Ils ont visiblement convaincu l'Algérie, le Ghana et les pays d'Afrique australe d'aller dans leur sens.

Rfi.fr

Côte d'Ivoire / Primature

Le PM Patrick Achi est revenu sain et sauf

Plus de peur que de mal. Alors qu'il avait été admis à l'Hôpital américain de Paris, à Neuilly-sur-Seine en début de semaine dernière, le chef du gouvernement ivoirien est sain et sauf ! A la télévision publique, Patrick Achi a d'ailleurs déclaré être en bonne santé et prêt pour reprendre le travail.



Patrick Achi Accueilli à l'aéroport

Les craintes d'un remake de décès de Premier ministre étaient justifiées, puisqu'en moins d'un an, la Côte d'Ivoire a perdu plus de Premier ministre en fonction jamais enregistré dans le pays. Celui dont on craignait le pire venait tout juste de remplacer Hamed Bakayoko, décédé d'un cancer foudroyant en mars 2021 dernier. Alors même que feu Hamed Bakayoko, occupait lui aussi des fonctions de Premier ministre d'un autre, Amadou Gon Coulibaly, qu'il avait remplacé il y a 4 mois seulement. Patrick Achi s'était rendu en France par un vol spécial dans la nuit de lundi à mardi à la suite de saignements intestinaux. Il avait été admis à l'Hôpital américain de Paris, à Neuilly-sur-Seine. Aucune information précise n'a été donnée sur son état de santé par les autorités ivoiriennes, qui ont décliné tout commentaire.

Revenu en Côte d'Ivoire vendredi 14 mai, le Premier ministre a déclaré à la Radio-télévision ivoirienne (RTI) à l'aéroport d'Abidjan, où il a été accueilli par une délégation de plusieurs ministres, qu'il se sentait bien. « Je suis revenu en pleine forme pour reprendre le travail ».

Troisième Premier ministre que le pays a connu en moins d'un an, Patrick Achi, 65 ans, a été nommé le 26 mars 2021 Premier ministre à la suite du décès d'Hamed Bakayoko, mort des suites d'un cancer. Ce dernier avait lui-même succédé en juillet 2020 au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, mort à 61 ans des suites de problèmes cardiaques.

T.M.

Afrique du Sud / ANC

Suspendu du parti pour corruption, Elias Magashule attaque le président Ramaphosa en justice

C'est un autre duel qui s'annonce à la tête du parti au pouvoir, l'ANC. Après celui qui avait opposé Jacob Zuma et Cyril Ramaphosa, le président sud-africain devra faire face à l'affront de son désormais ex-secrétaire général Elias Magashule qui a décidé d'ester en justice pour non seulement faire annuler la décision de suspension prononcée par les instances décisionnelles du parti, mais aussi faire suspendre le chef de l'Etat de ses fonctions.



Cyril Ramaphosa et Elias Magashule

Dans des documents déposés devant la Haute cour de Johannesburg, « Ace » demande l'annulation de sa suspension. Il exige également que les nouvelles règles édictées par le parti contre la corruption soient déclarées « illégales, invalides et nulles ».

Fin mars, le parti de Nelson Mandela, empêtré dans des affaires de corruption depuis des années, avait annoncé que tous ses membres accusés de corruption seraient exclus, cherchant à se refaire une virginité face

à des électeurs écœurés. Ace Magashule avait reçu un ultimatum de trente jours pour se retirer après des accusations de détournement de fonds publics alors qu'il était Premier ministre de l'État libre, une des neuf provinces d'Afrique du Sud. Refusant de démissionner, il a finalement contraint le parti à le suspendre. Cyril Ramaphosa a scellé sa suspension lundi en annonçant la désignation d'une remplaçante, Jessie Duarte, secrétaire adjointe depuis 2012. Après l'annonce de sa suspension, le haut

responsable avait affirmé qu'il n'irait nulle part. Au lieu de se retirer, il avait sommé à son tour Cyril Ramaphosa de quitter temporairement ses fonctions de président, invoquant pour ce faire ses pouvoirs en tant que secrétaire général du parti. Ace Magashule demande désormais à la justice sud-africaine de déclarer la suspension de l'actuel chef d'État.

Actuellement en liberté sous caution, « Ace » sera jugé en août aux côtés d'une quinzaine de coaccusés.

T.M.

Sommet sur les économies africaines

Quel devrait-être le message de Faure Gnassingbé à Paris ?

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé, ainsi qu'une quinzaine de dirigeants africains, prend part mardi 18 mai au sommet sur les économies africaines à Paris, en France. Pour le président togolais, il s'agit de la deuxième visite effectuée cette année, après celle effectuée le mois dernier. Cette fois-ci le cadre et le contexte sont différents. Il s'agira de défendre l'intérêt des économies africaines et partant de l'économie togolaise.

Le sommet sur les économies africaines permettra d'échanger sur la relance des économies africaines durement frappées par la pandémie du coronavirus. A en croire la présidence de la République togolaise qui a annoncé l'arrivée de Faure Gnassingbé à Paris samedi 15 mai, ce sommet permettra d'examiner les stratégies pour une meilleure restructuration de la dette publique. Les réformes nécessaires à la promotion du partenariat public-privé et à l'attractivité économique du continent seront également évoquées.

La rencontre est d'autant importante qu'elle mérite une attention particulière pour trouver des solutions appropriées au financement des économies africaines. Les besoins de financement du continent sont estimés à 400 milliards de dollars. Une somme colossale et pas du tout facile à mobiliser.

Le sommet verra également la participation des directeurs

d'institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Dette africaine

Ce sommet est le lieu pour les dirigeants africains de revenir sur le coût de la dette africaine. Les discussions sur une réduction du coût de la dette n'aboutissent souvent pas, au grand dam des pays africains qui en subissent les conséquences. C'est là où le dirigeant togolais devrait entrer en jeu à travers son franc parler, afin de situer les responsabilités et de trouver des solutions appropriées face à cet épineux problème. On se rappelle de son intervention en décembre 2019 à la conférence internationale de Dakar sur le thème :

« développement durable, dette viable, trouver le juste équilibre ». Faure Gnassingbé n'y est pas allé par quatre chemins par rapport au respect des critères de convergence au détriment des réalités



Faure Gnassingbé

de chaque pays du continent. Un discours sans langue de bois et bien apprécié.

Ce message doit être le même à Paris au sommet sur les économies africaines. Cette rencontre ne doit pas être le lieu de définir des solutions toutes faites à respecter par les pays africains ou de proposer des plans de sortie à respecter par les pays africains.

Monnaie

Quand on parle de défendre les économies africaines, on pense à la monnaie que partagent les pays de l'Afrique francophone, c'est-à-dire le FCFA. Parmi les chefs

d'Etat de ces pays invités par le président français Emmanuel Macron à Paris, on retrouve bien évidemment Faure Gnassingbé du Togo, mais aussi Macky Sall du Sénégal et Roch Marc Christian Kaboré du Burkina Faso.

Hasard de calendrier, le sommet sur les économies africaines se tient une semaine avant les « Etats généraux de l'Eco » qui se tiendra du 26 au 28 mai à l'Université de Lomé.

Le sommet sur les économies africaines n'est-il pas également le lieu de revenir sur cette question qui peine à trouver des solutions ? Cette rencontre doit être

le lieu pour tous les chefs

d'Etat africains de revenir sur ce sujet avec la France et les partenaires financiers du continent. Il faut jouer carte sur table et affronter la réalité que vivent les économies africaines. La question ne doit pas être évitée si on veut vraiment défendre les économies de ces pays et particulièrement des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao).

Les populations attendent mieux. Pour elles, il est important de trouver des solutions appropriées et de tourner définitivement la page du FCFA, en créant une monnaie vraiment indépendante.

Félix Tagba

Recettes fiscales

Elles s'établissent à 626,2 milliards FCFA en 2019

Au Togo, les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 21,29%. Cette hausse provient en partie du Projet d'appui à la gouvernance fiscale (PAGFI). D'après les chiffres avancés par le site Togo First, les recettes fiscales se chiffrent à 626,2 milliards en 2019.



En 2015, les recettes fiscales étaient de 516,3 milliards FCFA. En

2019, elles s'élèvent à 626,2 milliards FCFA, soit une hausse de 21,29%. Cette

hausse a été enregistrée grâce au Projet d'appui à la gouvernance fiscale.

Le PAGFI a été élaboré pour assurer une mobilisation substantielle et un meilleur suivi des ressources internes, à travers la modernisation des services rendus aux contribuables et la lutte contre la fraude et la corruption. L'initiative contribue à la réduction de la pauvreté et de la fragilité.

Spécifiquement, le projet permet d'améliorer les services offerts aux opérateurs économiques

et aux contribuables ; d'améliorer la gestion fiscale et de renforcer la lutte contre la corruption. Par ailleurs, le Projet d'appui à la gouvernance fiscale est un plus pour l'amélioration du climat des affaires au Togo. Il favorise l'optimisation du système fiscal et le renforcement de la compétitivité du Port autonome de Lomé grâce à l'accélération des procédures douanières. Il s'agit également d'arriver à permettre au Togo de respecter les normes communautaires en matière de mobilisation de recettes fiscales.

Le projet bénéficie à plusieurs acteurs, notamment l'Office togolais des recettes (OTR), mais aussi au ministère de l'Economie et des Finances. Il est appuyé par la Banque africaine de développement (BAD). Selon l'institution financière panafricaine, le Projet d'appui à la gouvernance fiscale est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs finaux de développement, au regard de la volonté affichée par toutes les parties prenantes pour accélérer l'exécution des activités du PAGFI.

Félix T.

Coopération

Le Togo et l'Union européenne, cet arbre porteur de fruits d'un développement multisectoriel

Il y a près de 60 années, l'Union européenne (UE) et le Togo scellaient un partenariat. Les deux parties ont consenti des efforts pour arroser ce lien et aujourd'hui, c'est un arbre de relation bien enraciné entre l'UE et le Togo, dont les fruits sont la multitude d'initiatives pour un développement durable. Cette coopération s'est intensifiée surtout à partir de 2007 dans les domaines politique, économique, diplomatique, commercial et culturel. La Délégation de l'UE et le gouvernement togolais se rencontrent régulièrement dans un cadre de dialogue politique avec les Chancelleries des Etats membres de l'UE accrédités, pour faire le point de cette coopération et des questions d'intérêt commun relatives à l'intégration régionale et continentale. Cette amitié entre le Togo et l'UE est l'une de raisons pour lesquelles Faure Gnassingbé sera à Bruxelles pour la rencontre entre l'UE et le Togo prévue cette semaine.

Processus démocratique consolidé



Drapeaux du Togo et de l'Union européenne

L'Union européenne accompagne le Togo dans ses efforts de consolidation du processus démocratique. Les deux parties tiennent régulièrement des sessions de dialogue politique pour faire le bilan des progrès réalisés en matière de gouvernance politique, économique ainsi que dans le domaine de la paix et de la sécurité. L'instance européenne fournit dans ce contexte des appuis techniques et financiers aux institutions de la République notamment l'Assemblée nationale, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Haac) de même qu'aux collectivités territoriales. Toujours en faveur des institutions de la République, d'autres initiatives ont été également mises en œuvre.

Il s'agit entre autres du Programme d'appui aux processus électoraux (PAPE) et du Programme d'appui institutionnel (PAI).

L'UE s'investit également dans le renforcement de la justice, en contribuant à l'amélioration des prestations des professionnels de ce secteur. Tout récemment, un projet a été mis en œuvre dans ce sens pour accompagner l'École nationale de police.

Un autre axe d'action est l'appui aux Organisations de la société civile (OSC) à travers des initiatives comme le Projet d'appui à la Société civile et à la réconciliation nationale (Pascrena) financé à hauteur de 6 millions d'euros soit 3,9 milliards de FCFA et le Programme de consolidation de l'Etat de droit et du monde associatif (Pro-Cema).

Les 06 piliers de renforcement de la gouvernance au Togo

L'Union européenne accompagne le Togo dans sa stratégie de renforcement de la gouvernance politique et de promotion des droits de l'homme, à travers des projets dont le financement estimé à 17,195 millions d'euros soit 11,2 milliards de FCFA. On peut citer premièrement le Projet d'appui à l'autonomisation de la femme et son insertion dans le dialogue politique au niveau local au Togo (PAAF) financé à hauteur de 0,99 millions d'euros soit 651,4 millions de FCFA. Deuxièmement,

le Projet de soutien aux défenseurs des droits de l'homme d'un coût global de 0,498 millions d'euros soit 327 millions de FCFA. En troisième point, le Projet quartiers d'avenir pour protéger et réinsérer les personnes en conflit avec la loi dont le financement s'élève à 0,5 million d'euros soit 328 millions de FCFA.

Quatrièmement, le Programme d'appui au secteur de la justice (PASJ) d'un coût global de 8 millions d'euros soit 5,25 milliards de FCFA.



Faure Gnassingbé, président du Togo

Cinquième point, le Projet d'appui à la formation de la police (PAFP) évalué à 3 millions d'euros soit 1,97 milliards de FCFA. Enfin, le projet de Promotion des droits des adolescents à la santé génésique au Togo financé à hauteur de 4,2

millions d'euros soit 2,8 milliards de FCFA. En matière de paix et de sécurité, l'Union européenne appuie également le Togo dans ses efforts de stabilisation de la sous-région.

Coopération économique et commerciale

Le Togo est l'un des partenaires économiques privilégiés de l'Union européenne dans la sous-région ouest africaine. Les relations commerciales entre l'UE et le Togo sont surtout marquées par des Accords de partenariat économique (APE). Les programmes des APE ont permis à notre pays de diversifier et d'accroître la capacité de production nationale, de renforcer ses relations commerciales avec les pays européens et le partenariat entre le secteur privé national et européen.

Ce partenariat a été significativement impacté par le premier Forum économique Togo-UE tenu en juin 2019 à Lomé, dont les retombées sont déjà perceptibles. A l'occasion de ce rendez-vous économique de haut niveau, les deux parties ont procédé à la création de la Chambre de commerce européenne au Togo (EUROCHAM-Togo), un puissant catalyseur de la croissance économique et important promoteur des échanges industriels et commerciaux entre l'Europe et le Togo.

Ce Forum a surtout assuré la visibilité des potentialités économiques du Togo et traduit les opportunités en terme de partenariats, contrats et projets. Dix (10) projets d'un coût global de 15,6 milliards de FCFA sont déjà à l'étape de mise en œuvre, et dix-huit (18) autres évalués à plus de 320 milliards FCFA sont en cours de financement.

Un protocole d'accord tripartite a été signé entre le gouvernement togolais, le Patronat et la Bank of Africa (BOA) en juillet 2020 pour la mobilisation de 412 millions de FCFA en faveur des entreprises nationales.

En terme d'exportation, le Togo occupe la deuxième place des pays africains exportateurs de produits bio vers l'Union européenne, juste après l'Egypte. Entre 2018 et 2019, le pays a doublé ses exportations de produits agricoles biologiques vers l'Union européenne, passant de 22000 tonnes à près de 45000 tonnes sur la même période, soit une hausse de 102%.

Forum Togo-UE, les opportunités au rendez-vous

Sous l'égide du président togolais Faure Gnassingbé, le premier Forum Togo-UE est tenue à Lomé

(Togo) les 13 et 14 juin 2019. Pour le chef de l'Etat togolais, il s'agit d'une opportunité pour conclure des



Forum Togo-UE

contrats et des projets. Ce premier jour du Forum a été essentiellement axé sur le secteur agricole auquel un panel a été consacré. Près de 600 participants dont environ 200 chefs ou représentants d'entreprises européennes mais aussi africaines dont l'homme d'affaires milliardaire nigérian Aliko Dangote de Dangote Group, Ade Ayeyemi, le patron de Ecobank, Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international, Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin, Mario Pezzini, directeur du centre de développement de l'OCDE, Etienne Giros, président EBCAM et CIAN, les responsables du système des Nations unies, les décideurs des institutions de Brettons Woods, des entrepreneurs de divers horizons en Afrique, plusieurs gros investisseurs ainsi que plusieurs membres du gouvernement togolais sont ensemble.

Réalisation des projets socioéconomiques : l'UE en appui

Dans la mise en œuvre des différents programmes nationaux de développement, le Togo bénéficie des appuis multiformes de l'UE à travers le Fonds européen de développement (Fed).

Dans le cadre de sa programmation 2014-2020, l'UE a appuyé les stratégies de développement successives à savoir la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013-2017 et le Plan national de développement (PND) 2018-2022. Un fonds de 216 millions d'euros a été alloué à ces deux programmes. L'Union européenne et ses Etats

membres ont contribué à plus de 10% des investissements requis pour la mise en œuvre du PND (4.622 milliards FCFA), et à plus de 30% des investissements publics envisagés par le PND (1.623 milliards FCFA).

Développement rural, plus d'un milliard de FCFA

L'Union européenne accompagne le Togo dans l'implémentation des projets de développement dans les domaines de l'environnement, du développement rural, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, avec un financement global estimé à 1,98 milliards d'euros soit 1,3 milliard de FCFA.

Il s'agit plus précisément du Programme d'appui à la gestion environnementale décentralisée (Paged) financé à hauteur de 0,599 million d'euros soit 392,9 millions de FCFA. Du Projet d'appui à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité grâce à l'Agropastoralisme dans le contexte de la décentralisation (Papeba), dont le coût de la réalisation est estimé à 0,461 million d'euros soit 302,6 millions de FCFA. Du Projet de renforcement de la participation communautaire pour la protection de l'environnement et la restauration de la fertilité des sols (PPERF), d'un coût global de 0,448 million d'euros soit 193,739 millions de FCF. Du Projet d'intensification agro écologique de la production agricole dans les Savanes et gestion durable des ressources naturelles (PIASGDRN) financé à hauteur de 0,473 million d'euros soit 310,5 millions de FCFA.

Sept programme-projets pour Eau et assainissement

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, l'instance européenne a appuyé le Togo, avec un financement global de 90 millions d'euros soit 59 milliards de FCFA. D'importants projets ont aussi été réalisés. Il s'agit de la réduction des maladies hydriques dans la région des Plateaux au Togo (2,3 millions d'euros soit 1,5 milliard de FCFA). L'amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement (1,23 million d'euros soit 808,4 millions de

FCFA). La promotion des droits de l'enfant à l'eau potable et à la santé environnementale dans la préfecture de Blitta (2,08 millions d'euros soit 1,36 milliard de FCFA). L'appui à la promotion des bonnes pratiques pour la gestion de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, (1,9 million d'euros soit 1,2 milliard de FCFA). Le projet de Réduction des risques environnementaux et sanitaires liés à l'activité des vendeurs d'eau de forage de la ville de Lomé-PPRESAF (0,3 million

d'euros, 196,8 millions de FCFA). Le projet d'appui à la gestion des ordures ménagères dans la commune de Sokodé -PAGOM (0,295 millions d'euros soit 193,5 millions de FCFA). Le programme Eau et Assainissement de la Ville de Notsè (PEAN), (0,2 million d'euros soit 131 millions de FCFA). Le projet d'aménagement urbain du Togo -Phase II (43 millions d'euros soit 28,2 milliards de FCFA). Le PEA-OMD, Programme eau et assainissement pour l'accélération de l'atteinte des ODD (18,7 millions d'euros soit 12,266 milliards de FCFA). Le Peat-1, Projet Eau et assainissement au Togo-Phase I (20 millions d'euros soit 13,1 milliards de FCFA).

Education et culture

L'UE accompagne les universités togolaises à jouer leur rôle de transmission de la connaissance, pour une société épanouie via des instruments de financement de l'enseignement supérieur (Erasmus Plus) et de la recherche et

innovation (Horizon 2020, y compris le programme Marie Curie).

Des appels à proposition sont lancés chaque année pour obtenir des bourses de mobilité des étudiants, des enseignants chercheurs ou du personnel administratif des universités.

Dans son agenda au Togo, l'UE sollicite de plus en plus l'expertise ou les compétences des universités togolaises dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de coopération avec le pays.

La culture est aussi un pan de la coopération entre l'UE et le Togo. Plusieurs initiatives dont le projet circuit Art'Mattend « Cinéma Numérique Ambulant » élaboré dans le cadre du programme "Investir dans les ressources humaines ont été élaborés au profit des acteurs culturels.

La politique nationale d'électrification, l'informatisation du casier judiciaire et le basculement au budget-programme ont également reçu le soutien de l'UE.

Perspectives du partenariat UE-Togo

L'Union européenne et ses États membres présents au Togo (Allemagne et France) entendent appuyer la stratégie de développement définie dans la feuille de route gouvernementale (2020-2025). Elle privilégie à cet effet une approche concertée fondée sur la programmation conjointe. Le Document conjoint de programmation (DCP) envisagé pour le cycle de programmation 2021-2027 se substitue donc au Programme indicatif multi-annuel (PIM) de l'Union européenne pour 2021-2027.

Le DCP envisage les trois domaines d'intervention prioritaires suivants, répondant à la fois aux priorités de la feuille de route gouvernementale et aux préoccupations européennes: l'inclusion socioéconomique, l'agro-industrie, le processus

démocratique.

L'Union européenne envisage dans ce contexte de nouvelles actions en vue de soutenir la généralisation de l'accès aux services publics (eau, assainissement, éducation, santé, culture, énergie, connectivité) et l'amélioration de leur qualité.

L'UE va s'investir pour dynamiser l'économie togolaise en contribuant à l'amélioration du climat des affaires et à la compétitivité des exploitations agro-sylvopastorales et halieutiques.

L'Union européenne va participer au renforcement de la résilience de la société et de l'économie togolaises en s'appuyant sur la préservation de la paix et la sécurité, la consolidation démocratique, la modernisation de l'action publique et la décentralisation.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

Réflexions

La vérité c'est le riche, ce dernier ne ment jamais dans une communauté où l'argent est le verdict. L'orphelin a toujours tort là où on a besoin des gens pour épauler. Car l'homme est prêt à épauler un coupable riche qu'un pauvre innocent. Quand l'argent parle la vérité se tait, ainsi va la vie.

Identifiez l'intrus parmi les quatre paires de chaussures ci-dessous



Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Réflexions et débat

C'est absurde de dire que " Moi je ne fais pas la politique" . Parce que tu veux ou tu veux pas c'est les politiciens qui décideront des normes et lois qui vont gouverner ta société, ils décident en quelque sorte ce que tu vas manger. C'est mieux d'y apporter son point de vue que de vouloir les laisser faire. C'est vrai que dans la société on dépend des plus grands mais on a toujours besoin des plus petits. Personne n'est autosuffisant. De la même que pour faire du savon, l'huile est nécessaire. De la même pour nettoyer l'huile le savon est primordial. Seul le temps compte et c'est l'ironie de la vie.

Narutino de Dios

Une femme vendait ses beignets. Un fou plongea la main dans la bassine et prit quelques beignets. La femme voulait crier et le fou lui réplique : si tu cries qui va acheter le reste?

Morale : C'est pas tous les problèmes qu'il faut exposer!

Ma femme est enceinte de son amant qu'elle m'a présenté comme son petit frère et que j'ai fait entrer à la fonction publique. Il vit avec nous depuis 5ans maintenant et nous sommes mariés légalement depuis 3ans. Ma trop grande confiance en elle a fait que je n'ai pas vu cela venir. Elle refusait presque toutes les fois que j'avais envie d'elle et le faisait seulement quand elle décidait.

Hier quelque chose m'a dit de fouiller son portable et c'est là que j'ai découvert les messages d'amour entre elle et son soi-disant petit frère... Ils parlaient même de la grossesse...elle lui disait comment elle protège son héritier et faisait tout pour ne pas qu'on couche ensemble de peur de le souiller. J'ai tellement honte de cette situation que je ne sais pas si informer nos deux familles serait la bonne solution. Je précise que madame ne sait pas que je suis au courant car je me comporte comme si de rien n'était, mais au fond, j'ai envie de mourir QUE FAIRE ? Je suis perdu

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 03 au 18 Mai 2021

AKOFA	AMOUTIVÉ	22 21 00 97 96 80 08 67
BON SAMARITAIN	BE DE SOUZA	91 34.41 94
PORT	FACE HÔTEL SARAKAWA	22 27 61 88
HORIZON	NYÉKONAKPOÉ	90 56 52 56
JUSTINE	TOKOIN HABITAT	22 21 00 04
BON SECOURS	CASSABLANCA	70 457674
LIBERATION	AV. LIBÉRATION	96 80 69 35
PROVIDENCE	BD. JEAN PAUL II	22 26 66 48
UNIVERS-SANTE	CITÉ QUA	93 88 83 34
AEROPORT	RTE DE L'AÉROPORT	96 51 59 74
SANTA MADONNA	KÉGUÉ	96 68 03 03
RAOQUDHA	HÉDZRANAWOÉ	90 28 75 00
BIEN ETRE	BD DU HAHO	70 54 29 07
PHARMACIE	2000 BE KPOTA	96 37 94 25
CHRIST-ROI	KAGOMÉ	22 27 46 66 97 77 12 34
ELI-BERACA	ADIDOGOMÉ	99 69 89 21
LA REFERENCE	ADIDOGOMÉ	70 49 96 47
BONTE	ROUTE DE SEGBE	22 50 74 31
DE LA VICTOIRE	AVÉDJI	99 80 14 09
JAHNAP	I'EPP GAKLI, DJIDJOLÉ	96 80 09 29
CONFIANCE	FACE GTA	91 01 33 38
LUMIERE	AGBALÉPÉDOGAN	70 43 15 49
GROUPE C	AGBALEPEDOGAN	92 33 49 76
ORCHIDEES	LLEO 2000	70 43 39 49
SOLIDARITE	RUE AVÉDJI	96 80 09 76
ARC-EN-CIEL	AGOÉ-TÉLÉSSOU	70 42 50 00
CLEMENCE	CEET D'AGOÉ	70 21 26 26
NABINE	SISE À AGOÉ ANOMÉ	98 97 97 96
MAWUNYO	AGOÉ-SOGBOSSITO	70 42 34 64
LA GRACE	SUN AGIP AGOÉ	90 56 16 81
TAKOE	CAP ESSO DE ZONGO	96 80 09 77
EXCELLENCE	AGOÉ DÉMAKPOÉ	93 27 95 54
VITAS	AGOÉ ASSIYÉYÉ	22 25 63 43
SATIS	KOSHIGAN, AGOÉ	70 44 85 17
LA BARAKA	AGOÉ LOGOPE	70 41 44 13
AMEN	MARCHÉ ADÉTIKOPÉ	97 18 02 02
ZOSSIME	ZOSSIMÉ	70 46 26 64
ST PHILIPPE	SANGUÉRA	99 99 80 04
LA FLAMME D'AMOUR	AGODÉKÉ	70 45 70 14
LE DESTIN	BAGUIDA	70 41 15 41

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)
Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tél 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoé Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel

Communication, Location d'espaces

Conseils, Wedding Planner et Décoration

Tél / 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier);

Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche

RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé,

carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME)

; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél

: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél : 22 40 04 99

Spectacle de Théâtre/ « Il pleut des humains sur nos pavés »

Katanga, ce « pays » à part entière qui a son propre « soleil »

En tournée de diffusion, le spectacle « Il pleut des humains sur nos pavés » du dramaturge et metteur en scène Giovanni Sédjro Houansou a fait le bonheur des amoureux du théâtre à l'Institut français du Togo, ce 15 mai 2021. Cette pièce écrite et mise en scène par le Béninois Sédjro Houansou, peint le visage d'un quartier perdu, entre l'entrée de la ville et le port de pêche de Lomé. La douleur du quartier katangais échappe à certains, mais elle a su parler au jeune dramaturge.



La comédienne Hanifatou Dabila sur scène dans le rôle de « Adé »

La pièce « Il pleut des humains sur nos pavés » mêle le drame au comique en suscitant de vives réflexions. Comment peut-on parler en bien ou en mal d'une personne qu'on n'a jamais côtoyée ? Dans la pièce, « Leila », une artiste photographe qui est venue faire une exposition à « Katanga » va faire la connaissance d'un chauffeur atypique. Ce chauffeur n'a jamais visité le « QK » (Quartier katangais) mais pourtant, il maîtrise à merveille le « phénomène katangais », il en sait plus que sur la

crise de Katanga. Katanga est l'un des rares quartiers de Lomé qui fait trembler de terreur rien qu'à la prononciation de son nom. Aussi dans la conscience collective togolaise pleut-il tout et rien à Katanga (des stupéfiants, toute sorte d'armes, etc.). Durant deux ans, le dramaturge a travaillé sur ce lieu unique au Togo, dans le cadre de la « Fabrique de Fictions 1.2. », une résidence d'écriture qui habille d'histoire les espaces urbains. La pièce « Il pleut des humains sur nos pavés »

rivalise l'amour et la violence, et confronte la pensée avec l'action. Peut-on aimer son violeur (agresseur) ? Ou doit-on penser sans agir ? L'histoire se passe dans la capitale togolaise, à Katanga, un quartier de pêcheurs réputé pour sa violence. Quel est le réel visage de Katanga ?

N'entre pas dans le quartier katangais qui veut et comme il veut. C'est cela la réalité. Dans cette pièce de Giovanni, tout n'est pas que fiction. C'est le réalisme du texte qui fait l'originalité de sa mise en scène. Le metteur en scène présente dans sa pièce « le passé », « le présent » et « l'avenir » de ce quartier de pêcheurs, Katanga.

La réalité tire plus sa force dans la pensée. Katanga était, est et restera ce que l'on pense de lui. Adé, 16 ans, muette, a disparu à Katanga, bidonville de Lomé connu pour sa réputation douteuse. La police banalise l'information alors que Katanga est en ébullition. Deux policiers, en repréailles à la perte de l'un des leurs, assassinent Tam, jeune homme dont l'amour se révèle à Adé après un viol



Les acteurs qui ont mis en scène les personnages du Katanga

collectif. La spirale de la violence, entretenue, va se mêler à l'expression d'un amour sincère dont les mots s'élèvent comme les vagues de l'océan, pour s'écraser sur des mémoires d'humains et de villes... C'est en résumé l'histoire qui se passe à « QK » (Quartier de Katanga), du moins dans l'imaginaire du dramaturge. Et au fond, ce n'est pas que son imaginaire. Toute œuvre de l'esprit est entachée d'une part de « faits réels ».

La mise en scène n'a d'égale que la performance des comédiens qui ont incarné les différents rôles sur scène. Tous les comédiens ont assuré à merveille leurs rôles dans cette « bombe artistique ». Il s'agit de la Togolaise Hanifatou Dabila (dans les rôles d'Adé et de policière), Carole Lokossou (dans les rôles de Binéta, la mère d'Adé, de la boutiquière Bara), Bardol Migan (dans les rôles de Tam, de Gobi, le père de

Tam et Istanbul, Idi, le père d'Adé), Carlos Zinsou (dans le rôle d'Istanbul, du chauffeur), et Kismath Baguiri (dans le rôle de l'artiste photographe). De la scénographie à la création sonore, il n'a fallu rien de plus pour s'immerger dans le « QK » où la violence se mêle à l'amour ; où les chemins se tracent sans se croiser, où les vagues s'agitent contre les pierres. La cerise sur le gâteau est le cocktail de langues (français, Ewé, Fon et quelques mots anglais) qu'a usé le dramaturge dans sa pièce.

Peut-être la mission que s'est assignée Sédjro Houansou serait effective si l'on portait un autre regard sur les habitants de Katanga (« territoire dangereux ») qui ont toujours vécu en marge de la société. Peu importe la réputation de Katanga, il est un lieu où y vivent de belles âmes qui ne demandent que le respect de leurs divers visages.

Nadia Edodji

Lire

« Honorine » de « Honoré de Balzac ». Ed Beq. Pp 37-39

«...Le comte était de moyenne taille, il me fut impossible de juger de ses proportions à cause de son habillement ; mais il me parut maigre et sec. La figure était âpre et creusée. Les traits avaient de la finesse. La bouche, un peu grande, exprimait à la fois l'ironie et la bonté. Le front, trop vaste peut-être, effrayait comme si c'eût été celui d'un fou, d'autant plus qu'il contrastait avec le bas de la figure, terminée

brusquement par un petit menton très rapproché de la lèvre inférieure. Deux yeux d'un bleu de turquoise, vifs et intelligents comme ceux du prince de Talleyrand que j'admire plus tard, également doués, comme ceux du prince, de la faculté de se taire au point de devenir mornes, ajoutaient à l'étrangeté de cette face, non point pâle, mais jaune. Cette coloration semblait annoncer un caractère irritable et des passions violentes. Les cheveux, argentés déjà, peignés

avec soin, sillonnaient la tête par les couleurs alternées du blanc et du noir. La coquetterie de cette coiffure nuisait à la ressemblance que je trouvais au comte avec ce moine extraordinaire que Lewis a mis en scène d'après le Schedonidu Confessionnal des Pénitents noirs, qui me paraît une création supérieure à celle du Moine. En homme qui devait se rendre de bonne heure au Palais, le comte avait déjà la barbe faite. Deux flambeaux à quatre branches et

garnis d'abat-jour, placés aux deux extrémités du bureau, et dont les bougies brûlaient encore, disaient assez que le magistrat se levait bien avant le jour. Ses mains, que je vis quand il prit le cordon de la sonnette pour faire venir son valet de chambre, étaient fort belles, et blanches comme des mains de femme... En vous racontant cette histoire, dit le consul général, qui s'interrompt, je dénature la position sociale et les titres de ce personnage, tout en vous le montrant

dans une situation analogue à la sienne. État, dignité, luxe, fortune, train de vie, tous ces détails sont vrais ; mais je ne veux manquer ni à mon bienfaiteur ni à mes habitudes de discrétion. Au lieu de me sentir ce que j'étais, reprit le consul général après une pause, socialement parlant, un insecte devant un aigle, j'éprouvai je ne sais quel sentiment indéfinissable à l'aspect du comte, et que je puis expliquer aujourd'hui. Les artistes de génie...»

Premier League et Primeira Liga Man City et Sporting CP, heureux

Les championnats européens sont dans les derniers souffles de la saison 2020-2021. Bien avant le clap de fin certains clubs sont déjà sacrés champions à l'instar de Manchester City en Angleterre et de Sporting CP au Portugal.



Man City

Les Sky Blues brillent sur la Premier League. Après la couleur rouge donnée à l'Angleterre par Liverpool la saison dernière, Manchester City lui donne un couleur bleu ciel cette saison. Les Sky Blues de Pep Guardiola sont sacrés champion de la Premier

League le mardi 11 mai 2021 après la défaite (2-1) de Manchester United face à Leicester. A deux journées de fin du championnat, les Citizens remportent leur 7e titre de champion d'Angleterre. Avec déjà deux trophées glanés cette saison (Coupe

de la Ligue et Premier League), Pep Guardiola et ses Avengers ont le triplé en ligne de mire avec la finale de la Ligue européenne des champions face à Thomas Tuchel et ses Terminator de Chelsea le 29 mai prochain. Primeira Liga : Sporting CP

revient en patron 19 ans après. Cette fois est la bonne pour Sporting CP du Portugal ! Grâce à son succès le mardi 22 mai 2021 sur Boavista (1-0), le Sporting CP est officiellement sacré champion du Portugal (2020-2021) pour la 19e fois de son histoire, après 19 ans.

Les hommes de Rúben Amorim volent la vedette

de cette 32e journée, le Sporting dispose désormais d'une avance de huit points sur les "Dragons" du nord du Portugal et restent invaincus en championnat, inédit en première division portugaise. Rassemblés par milliers dès l'après-midi aux abords du stade José-Alvalade, malgré les appels des autorités locales au respect des règles de sécurité sanitaire, les



Sporting CP

au FC Porto et le SL Benfica à l'issue d'une saison qui symbolise le retour du Sporting au sommet du football lusitanien. A l'issue

supporters "sportinguistas" ont commencé à célébrer le titre avant même la fin de la rencontre.

Attipoe Edem Kodjo

D1 Togo / 9e journée

OTR et ASCK costauds, Sara et Binah les trouble-fêtes

Les 08 et 09 mai 2021, le sifflet de la neuvième journée du championnat togolais de la deuxième division a retenti. Au sortir de ce 9e acte, l'OTR prend le large sur Gomido, Togo Port renoue avec la victoire, Asko talonne ASCK, Sara et Binah créent la sensation. Résultats et statistiques.



Rencontre TG Port vs Gomido

Les résultats dans la zone Sud : Anges 1-2 Dyto ; OTR 1-0 Ghohloe-su ; TogoPort 2-0 Maranatha 18pts+6 ; 2-Gomido 15pts+3 ; Gomido 0-0 Entente2. ; 3-Togoport 15pts+3 ; Le classement 1-OTR 4-Dyto 12pts+2 ; 5-Gbohloe-

su 11pts+2 ; 6-Entente2 10pts+2 ; 7-Marathana 8pts-1 ; 08-Anges 7pts-8. Au sud, 04 rencontres ont été disputées. 06 buts au total ont été scorés, (contre 12 à la J8) soit 1,5 buts marqués par rencontre. 04 buts ont été marqués à "domicile" et 02 buts à l'"extérieur". Résultats dans la zone Nord : Semassi 1-2 Sara ; Asko 2-0 Unisport ; ASCK 3-1 Ifodje ; AS Binah 1-0 Koroki. Classement : 1-ASCK 23pts+26 ; 2-Asko 21pts+9 ; 3-Unisport 15pts +1 ; 4-Semassi 10pts-1 ; 5-AS Binah 10pts-8 ; 6-Sara

fc 8pts-6 ; 7-Ifodje 7pts-9 ; 8-Koroki 5pts-12. Au sud, 04 rencontres ont été disputées. 10 buts au total ont été scorés, (contre 11 à la J8) soit on ne peut plus de deux buts (2,5) marqués par rencontre. 07 buts ont été marqués à "domicile" et 03 buts à l'"extérieur". Sur l'ensemble des rencontres de la 9e journée de la D1 togolaise, la balle a franchi la ligne du but 16 fois, soit deux fois par rencontre. Cette journée, pauvre en but, est signe d'une suite et fin de championnat serré ? Wait and see.

Attipoe Edem Kodjo

DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires ?

Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive

DIRECT AGENCE

Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjole

(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Environnement

Des journalistes togolais conviés à accentuer la communication sur les changements climatiques

Dans la mise en œuvre du "Projet d'éducation et de sensibilisation de la jeunesse francophone à la lutte contre les changements climatiques" au Togo, il s'est tenu, le 15 mai 2021 à Lomé un «Dialogue des journalistes sur l'amélioration de la communication sur les changements climatiques». Organisée par l'association Afrique Eco 2100, en collaboration avec le Lobby des citoyens pour le climat (LCC-Togo) et l'Association des jeunes engagés contre les changements climatiques (AJECC), la rencontre a permis d'éveiller les professionnels de médias sur l'urgence du changement climatique.

Se servir du quatrième pouvoir, les médias, afin de lutter contre la dégradation de l'environnement et prendre conscience des enjeux du changement climatique, tel a été l'objectif du dialogue avec les journalistes. Un dialogue riche en échange d'idées et en partage d'expérience. La trentaine de participants, majoritairement journalistes, ont été outillés sur les techniques de traitement d'informations liées à l'environnement en l'occurrence les sources fiables pour des articles sérieux.

Germain Assih, président de AJECC a entretenu les participants sur le

thème : "Qu'est-ce que le changement climatique ? causes, conséquences et rôle du journaliste". « Entre la Covid-19 et les changements climatiques, il n'y a pas match. Les menaces liées aux changements climatiques sont plus importantes. Donc, les journalistes doivent couvrir les changements climatiques avec la même ardeur qu'ils l'ont fait dans le cas de la Covid-19 », a déclaré Germain Assih.

Edem Dadzie, président de l'Association Afrique Eco 2100 et coordonnateur du "Projet d'éducation et de sensibilisation de la jeunesse francophone à la lutte contre les changements climatiques",



Photo de famille des participants

a développé le thème : « l'article 12 de l'Accord de Paris et ses implications pour les journalistes ».

« Si l'on veut que les populations dans leur ensemble épousent les actions qui sont menées, il faudrait démocratiser l'information sur les changements climatiques. Non seulement dans les écoles, mais aussi en dehors de celles-ci ».

Hector Nammangue, journaliste environnementaliste, et directeur du site d'information "Vert-Togo", a partagé son expérience avec ses collègues journalistes. « Lorsque

j'ai voulu me spécialiser sur l'environnement, certains se sont moqués. Ils disaient qu'il n'y a pas d'argent dans ce domaine. Malgré les difficultés que j'ai pu rencontrer, mon engagement n'a pas été vain. J'ai eu la chance de participer à plusieurs événements, même au niveau international », a expliqué Hector Nammangue.

« J'avoue que vous avez bougé quelque chose en moi à travers cette séance. J'aimerais me joindre à vous pour effectivement être porteur d'une telle mission... Félicitations et merci à vous », a affirmé Raphaël

Aziamadji, journaliste à l'Agence de presse privée "AfreePress".

Le présent projet a bénéficié de la collaboration de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Initiative jeunesse de lutte contre les changements climatiques rendue possible grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

Trois autres activités sont au programme du projet: la causerie-débat entre jeunes sur le « Climat et biodiversité : la jeunesse francophone face à ses responsabilités », le 22 mai ; la remise de prix du concours champions de l'environnement 2021, le 28 mai à l'école privée laïque Anna Maria et au lycée d'Avedji et puis le reboisement et lancement du projet « Reverdir l'Avé » dans la Commune Avé 2, le 1er juin 2021, journée internationale de l'arbre.

Attipoe Edem Kodjo

Consommation des substances psychoactives

L'ONG Rapaa oriente les parents

La Journée internationale de la famille a été célébrée samedi 15 mai. Dans le cadre de cette journée, l'ONG Recherche action prévention accompagnement des additions (Rapaa) a initié une conférence-débat sur le thème : « consommation de substances psychoactives: rôles et responsabilités des familles dans la prévention et l'accompagnement des jeunes ». La rencontre s'est tenue au siège de l'ONG samedi à Lomé.

De plus en plus d'adolescents et de jeunes consomment des substances psychoactives au Togo. Face à cette situation, les parents ne savent plus à quel saint se vouer. D'autres finissent par abandonner leurs enfants dans la rue, après plusieurs efforts effectués sans succès pour les sauver de cette situation. Pour prévenir ce phénomène qui gangrène la jeunesse togolaise, cette conférence-débat organisée par l'ONG Rapaa a permis de mieux échanger avec les parents sur leurs rôles et responsabilités. L'organisation leur a également prodigué plusieurs conseils pour les aider à prévenir cette situation et à accompagner leurs enfants.

Phénomène de société

Les substances psychoactives sont un ensemble de produits naturels ou synthétiques qui agissent négativement sur le cerveau et modifient son fonctionnement. La consommation de ces substances est devenue un phénomène de société avec des conséquences très graves, à la fois pour les consommateurs eux-mêmes et pour leurs familles. Plusieurs facteurs amènent les jeunes à consommer ces substances, notamment la curiosité, la désinhibition, la convivialité. Il s'agit également d'un moyen pour les jeunes de fuir les difficultés.

Parlant de conséquences, ces substances provoquent des effets sur la santé physique, mentale. Elles affectent la vie familiale, sociale, scolaire ou

estudiantine des jeunes. « Pour nous la famille est le centre de la vie où chaque enfant naît, grandit et se développe. Nous avons noté que les problèmes de substances psychoactives affectent énormément les familles. Nous avons saisi cette occasion de la Journée internationale de la famille pour encore une fois tirer la sonnette d'alarme pour dire aux parents attention, restez vigilants, veillez sur vos enfants, protégez-les, aidez-les à grandir loin de la consommation des substances psychoactives », a déclaré Mme Djonna Kama-Akoura, psychologue de l'éducation et vice-présidente de l'ONG Rapaa.

Comment prévenir ?

Les parents peuvent prévenir ce mal à travers une réelle connaissance



Photo de famille avec les participants

des fréquentations, des amis et des camarades de l'adolescent. Ils doivent fixer des attentes claires, fermes, réalistes et transmettre des valeurs positives à l'enfant. Il est recommandé aux parents d'accepter de voir grandir leur enfant et de tenir compte de son niveau de maturité. Ne jamais esquiver les problèmes ou abdiquer, faciliter le suivi médical de l'adolescent, favoriser également une bonne relation avec l'enfant, sont entre autres attitudes que les parents doivent avoir vis-à-vis de leur enfant.

Pour aider l'enfant à sortir de cette situation de consommation des substances psychoactives,

il est d'abord important que les parents parlent et échantent avec l'adolescent et aient des moments d'échange et de convivialité avec lui. Les parents doivent également écouter les préoccupations de l'adolescent, s'informer et informer l'adolescent sur ces thématiques, connaître les projets et rêves de leur enfant.

Au-delà de la sensibilisation, l'ONG Rapaa fait de la recherche et dispose d'un centre d'écoute à son siège pour accompagner les personnes qui font face à ce phénomène. L'ONG fait également des plaidoyers en la matière.

Félix Tagba

Swift-On



Avec Swift-On, vous recevez un mail de confirmation pour toutes vos opérations internationales.



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



STOP COVID-19